

Les partis locaux Suisses en mutation: premiers résultats d'une enquête réalisée en 2002/2003 auprès des présidentes et présidents des partis locaux suisses

Geser, Hans; Ladner, Andreas; Meuli, Urs; Schaller, Roland

Veröffentlichungsversion / Published Version

Arbeitspapier / working paper

Zur Verfügung gestellt in Kooperation mit / provided in cooperation with:

SSG Sozialwissenschaften, USB Köln

Empfohlene Zitierung / Suggested Citation:

Geser, H., Ladner, A., Meuli, U., & Schaller, R. (2004). *Les partis locaux Suisses en mutation: premiers résultats d'une enquête réalisée en 2002/2003 auprès des présidentes et présidents des partis locaux suisses*. Zürich: Universität Zürich, Philosophische Fakultät, Soziologisches Institut. <https://nbn-resolving.org/urn:nbn:de:0168-ssoar-432208>

Nutzungsbedingungen:

Dieser Text wird unter einer Deposit-Lizenz (Keine Weiterverbreitung - keine Bearbeitung) zur Verfügung gestellt. Gewährt wird ein nicht exklusives, nicht übertragbares, persönliches und beschränktes Recht auf Nutzung dieses Dokuments. Dieses Dokument ist ausschließlich für den persönlichen, nicht-kommerziellen Gebrauch bestimmt. Auf sämtlichen Kopien dieses Dokuments müssen alle Urheberrechtshinweise und sonstigen Hinweise auf gesetzlichen Schutz beibehalten werden. Sie dürfen dieses Dokument nicht in irgendeiner Weise abändern, noch dürfen Sie dieses Dokument für öffentliche oder kommerzielle Zwecke vervielfältigen, öffentlich ausstellen, aufführen, vertreiben oder anderweitig nutzen.

Mit der Verwendung dieses Dokuments erkennen Sie die Nutzungsbedingungen an.

Terms of use:

This document is made available under Deposit Licence (No Redistribution - no modifications). We grant a non-exclusive, non-transferable, individual and limited right to using this document. This document is solely intended for your personal, non-commercial use. All of the copies of this documents must retain all copyright information and other information regarding legal protection. You are not allowed to alter this document in any way, to copy it for public or commercial purposes, to exhibit the document in public, to perform, distribute or otherwise use the document in public.

By using this particular document, you accept the above-stated conditions of use.

Les partis locaux Suisses en mutation

Premiers résultats d'une enquête réalisée en 2002/2003 auprès des présidentes et présidents des partis locaux suisses

Hans Geser, Andreas Ladner, Urs Meuli, Roland Schaller

Institut sociologique de l'Université de Zurich

Zurich, Janvier 2004

Table des matières

Table des matières.....	1
Préface.....	2
1. Polarisation gauche-droite des partis locaux.....	3
2. Les systèmes des partis cantonaux se rapprochent de la structure nationale.....	5
3. Différences droite-gauche aussi lors de problèmes communaux concrets.....	7
4. Les sympathisants et les actifs: les partis manquent d'hommes.....	9
5. Sympathisants et partisans actifs : un problème de recrutement.....	11
6. Structure professionnelle: les employés sont actifs dans tous les partis.....	13
7. La participation aux élections est la charge la plus importante pour le budget.....	15
8. L'auto-financement est toujours plus élevé.....	17
9. Normalisation de formes non-conventionnelles de la participation politique.....	19
10. Les élections communales sont celles qui donnent le plus de travail.....	21
11. Les domaines sociaux et économiques sont en tête.....	23
12. C'est le Comité directeur qui décide le plus souvent.....	25
13. De plus en plus de difficultés à trouver des candidats pour les différents postes.....	27
14. Il est difficile de trouver des candidats capables pour les élections communales.....	29
15. Porteurs de mandats: masculins, mûrs et ayant une bonne instruction.....	31
16. Enquête et méthode.....	33

Préface

Les derniers mois, c'est surtout la politique nationale qui a suscité l'intérêt des médias. Compte tenu de la situation polarisée, les partis locaux étaient absolument mis en retrait : rares sont les informations sur les partis locaux de toute façon. Qui fait de la politique à un niveau cantonal ou fédéral ne sait pas grand chose sur la base de son parti et ceux qui s'engagent dans un parti local trouvent difficilement des informations sur les autres partis de leur commune voire même sur les autres sections de leur propre parti dans d'autres communes. Il est par exemple difficile de s'informer sur les changements d'effectifs, l'évolution des moyens financiers ou sur les prises de positions politiques.

Ce manque de connaissances est regrettable, voire inquiétant, quand on pense au rôle que jouent les partis locaux pour le recrutement des personnes prêtes à exercer une fonction publique dans la commune et à leur influence au sein de la politique communale. En outre, le système fédéraliste suisse tout comme les partis fédéraux et cantonaux dépendent des effectifs, des candidats, du soutien et des ressources des partis locaux.

Afin d'obtenir de plus amples informations sur toute la Suisse, nous avons fait deux enquêtes par écrit dans les années 1989/1990 et 2002/2003 à l'Institut de sociologie de l'université de Zurich. Les questionnaires s'adressaient aux présidentes et présidents des partis locaux dans toutes les communes suisses. Nous sommes très reconnaissants que chaque fois une bonne moitié des partis locaux (plus de 2500) aient participé à l'enquête.

La comparaison des deux enquêtes donne un aperçu des changements politiques que la Suisse a connus depuis la fin des années 80. Dans bien des cas cette « vue d'en bas » diffère de la « vue d'en haut » (c'est-à-dire de la perspective des partis cantonaux et fédéraux) dominant dans les médias.

L'enquête nous a permis de découvrir certains résultats importants que nous vous livrons dans cette petite brochure. En vous les présentant sous cette forme, nous espérons les rendre plus accessibles. Cette brochure s'adresse aux présidentes et présidents des partis locaux ayant participé à l'enquête de 2002/2003. C'est pourquoi nous plaçons cette enquête au centre de nos analyses, tandis que nous nous contentons de mentionner celle de 1989/1990 seulement occasionnellement. Avec cette brochure nous aimerions vous remercier pour le temps précieux que vous nous avez accordé pour remplir le questionnaire.

Il est possible que vous trouviez que certaines questions restent sans réponse (ou se posent seulement maintenant). Dans ce cas, nous aimerions vous encourager à nous faire parvenir vos questions à l'adresse e-mail suivante parteien@socio.ch, auxquelles nous essaierons de répondre le plus rapidement possible.

Finalement, nous aimerions attirer votre attention sur notre site <http://socio.ch/par>, où vous trouverez le questionnaire et d'autres résultats tout comme un nombre toujours croissant de publications que nous aimerions mettre à disposition d'un plus grand public.

L'équipe du projet

Zurich, janvier 2004

1. Polarisation gauche-droite des partis locaux

Depuis 1990 les sections locales des partis les plus importants se sont orientées vers la gauche. L'UDC fait exception à cette règle puisque ses sections locales sont passées beaucoup plus à droite.

L'échelle gauche-droite conserve son importance pour le positionnement et l'orientation des partis locaux. Le fait que 97 pour-cent des partis locaux aient été prêts à se placer sur cette échelle illustre bien ce fait.

Depuis 1990 les partis locaux se sont dirigés vers la gauche. Si en 1990 la moyenne de 5,65 était légèrement à droite du centre, aujourd'hui avec 5,53 elle se trouve pratiquement au milieu de l'échelle s'étendant de 1 à 10. Cette orientation vers la gauche repose sur le fait que le nombre des partis qui se placent sur les positions 1 à 3 a considérablement augmenté alors que le nombre des partis de droite sur les positions 8 à 10 a légèrement baissé.

Cependant, le centre de la politique reste inchangé à droite du centre. Ce sont les positions 6 et 7 qui ont les pourcentages les plus élevés. Avec environ 37 pour-cent le pourcentage des partis se classant dans ces positions-là est resté stable depuis 1990. Les positions 4 et 5 à gauche du centre ont par contre perdu de l'importance. Dans ce spectre centre-gauche le pourcentage des partis a diminué de plus de 24 pour-cent à environ 23 pour-cent depuis 1990.

Le positionnement idéologique des partis passe d'une moyenne de 2,9 à une moyenne de 8,0. Les sections locales des écologistes sont avec 2,9 du côté gauche de l'échelle et les sections locales des libéraux marquent l'extrême du côté droit avec une moyenne de 8,0. Le PDC peut être placé au centre avec une moyenne de 6,1 pour-cent. Le PRD et l'UDC ont une idéologie très proche et avec leur position 7 ils se placent bien au centre de la droite. En revanche, les sections locales du PS font contre-poids à gauche des partis de droite. Avec une moyenne de 3,1 leur écart par rapport au milieu de l'échelle est beaucoup plus prononcé que celui du PRD ou de l'UDC et correspond plus ou moins à celui des partis libéraux.

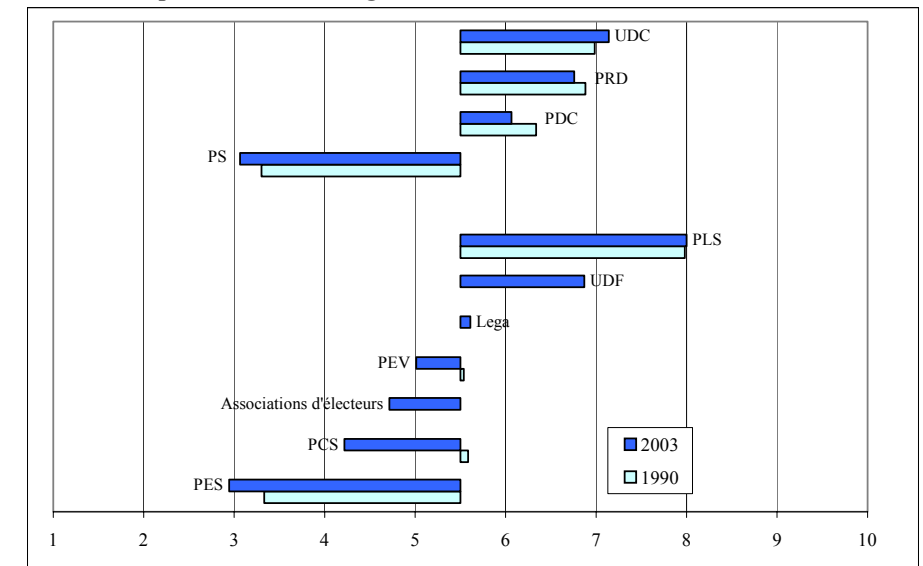
Presque tous les partis se sont orientés vers la gauche depuis 1990. Le parti libéral, dont les sections locales se trouvent du côté droit avec une valeur de 8, et l'UDC qui, contrairement au courant général se dirige vers la droite, font exception à cette règle. Pour les quatre partis du gouvernement on remarque clairement une polarisation. L'UDC s'est légèrement éloignée vers la droite par rapport au PRD et au PDC. Tout de même, les trois partis de droite du conseil fédéral ont une idéologie relativement unifiée et l'écart par rapport au PS est toujours constant, puisque celui-ci s'est orienté de plus en plus vers la gauche : selon l'estimation des sections locales le PRD national est passé de 7,5 à 6,8, le PDC de 6,4 à 5,9 et le PS de 3,2 à 2,9 alors que l'UDC national s'oriente vers une marge très à droite en passant de 7,2 à 7,9.

Autoévaluation des partis locaux sur l'échelle gauche-droite

Partis:	pourcentage		cumulés			
	2003	1990	de gauche à droite		de droite à gauche	
	2003	1990	2003	1990	2003	1990
1 gauche	1.9	1.3	1.9	1.3	100.0	100.0
2	6.3	5.3	8.2	6.7	98.2	98.7
3	13.4	12.2	21.6	18.8	91.9	93.4
4	9.6	10.4	31.2	29.2	78.5	81.2
5	13.5	13.9	44.7	43.1	68.9	70.8
6	17.9	19.5	62.6	62.6	55.4	56.9
7	19.2	17.4	81.8	80.0	37.5	37.4
8	14.5	14.6	96.2	94.7	18.3	20.0
9	2.8	3.6	99.0	98.2	3.8	5.4
3 droite	1.0	1.8	100.0	100.0	1.0	1.8

Nombre de partis: 2003=2505 partis, 1990=2507 partis

Eventail des partis sur l'échelle gauche-droite, en 2003 et en 1990



La Lega n'existait pas encore en 1990, l'UDF 1990 n'était pas traitée séparément et les associations d'électeurs pas de manière homogène.

Abréviations des partis : PRD (Parti radical-démocratique), PDC (Parti démocrate-chrétien), PCS (Parti chrétien-social), UDC (Union Démocratique du Centre), PS (Parti socialiste), PLS (Parti libéral suisse), PES (Parti écologiste suisse), PEV (Parti évangéliste populaire), UDF (Union démocratique fédérale), Lega (Lega dei Ticinesi).

2. Les systèmes des partis cantonaux se rapprochent de la structure nationale

Durant les treize dernières années le paysage politique des cantons s'est rapproché de la structure helvétique en ce qui concerne le positionnement idéologique. La progression de L'UDC et son virement à droite en sont une des raisons principales.

Depuis 1990 un système de partis, qui ressemble en ce qui concerne les partis du conseil fédéral au système des partis nationaux, s'est imposé dans les cantons de la Suisse alémanique : l'UDC en est la raison principale. Premièrement les sections locales de l'UDC ont suivi le virement à droite initié par le parti fédéral et le parti cantonal zurichois dominant, voilà pourquoi l'UDC se trouve à droite du spectre des partis dans pratiquement tous les cantons alémaniques. Deuxièmement grâce à sa stratégie d'expansion l'UDC devient dans pratiquement tous ces cantons un facteur politique important. Depuis 1990, l'UDC s'est établie dans les cantons de Saint-Gall, Lucerne, Schwytz et de Zoug. Dans les autres cantons tels que Soleure et Uri ou en Suisse romande, elle n'en est qu'à ses débuts, c'est la raison pour laquelle son développement ne peut pas être évalué de manière définitive.

La structure nationale situe les trois partis PDR, PDC et UDC dans une position à droite centrée entre les positions 6 et 7,5, alors que le PDR prend la position du centre avec le PDC du côté gauche et l'UDC à droite. Ce modèle structurel s'est implanté dans les cantons suisses allemands suivants: Zurich, Berne, Lucerne, Schwytz, Zoug, Bâle-Campagne, Schaffhouse, Appenzell Rh.-Ext., Saint-Gall, Grisons, Argovie et Thurgovie. Parmi les cantons où tous les quatre partis fédéraux existent, Glaris et Uri sont les seuls à ne pas s'intégrer dans ce schéma. Là, c'est le PRD qui se place à droite de l'UDC, à Glaris même très clairement. Le PRD du canton de Glaris se place aussi à l'intérieur du PRD national clairement à droite avec 7,8. Les cantons de Nidwald et d'Obwald, de Soleure, de Bâle-Ville et d'Appenzell Rh-Int. ne suivent pas ce courant puisqu'il n'existe pas d'évaluation des quatre partis.

En Suisse romande les structures politiques se sont longtemps différenciées des structures suisses alémaniques. Dans les années 90 l'UDC n'est pas arrivée à s'établir de la même façon en Suisse romande. C'est seulement lors des élections des conseillers nationaux de 2003 que l'UDC a percé dans les régions francophones.

Au Tessin jusqu'à maintenant l'UDC n'est pas arrivée à s'établir de la même façon non plus. C'est la Lega qui l'en a empêché, puisqu'elle a une position assez forte en tant que parti d'opposition. Ici, nous devons remarquer que les sections locales de la Lega, qui est connue comme un parti de droite, prennent la position centre de l'échelle de gauche-droite avec une moyenne de 5,6. Néanmoins, le parti cantonal et surtout le parti national se placent beaucoup plus à droite que leurs sections locales.

Autoévaluation des partis locaux sur l'échelle gauche-droite selon les partis et les cantons

	PRD	PDC	UDC	PS	PEV	PLS	PES	PCS	UDF	Lega	AE*	N=
ZH	7.2	6.0	7.5	2.8	5.1	(6.0)	3.4	.	(6.5)	.	4.5	345
BE	6.6	6.2	6.7	3.5	5.1	.	2.8	.	6.9	.	4.6	413
LU	6.8	5.9	7.7	2.7	.	.	(2.3)	(4.0)	.	.	5.0	139
UR	(7.0)	6.2	(6.5)	(2.5)	.	.	.	.	.	.	.	12
SZ	6.9	6.4	(8.0)	3.4	.	.	.	.	.	.	.	40
OW	.	(6.0)	.	(3.3)	.	.	.	(4.0)	.	.	.	11
NW	.	6.4	.	.	.	.	(3.0)	.	.	.	.	6
GL	7.8	(5.8)	6.3	3.3	.	.	(3.0)	(4.0)	.	.	(3.5)	30
ZG	(7.5)	(6.8)	(7.8)	4.0	.	.	.	.	.	.	(3.0)	17
FR	7.1	(7.0)	(5.0)	2.9	.	(7.0)	(2.0)	(4.0)	.	.	5.0	58
SO	6.5	5.7	.	3.5	.	.	(2.0)	.	.	.	(7.5)	138
BS	.	(6.0)	.	(2.0)	(5.0)	(8.0)	(2.5)	.	.	.	.	8
BL	6.9	5.7	7.8	2.9	.	.	(2.0)	.	.	.	4.4	76
SH	6.8	6.0	7.2	3.0	(4.0)	.	(4.0)	.	(8.0)	.	(5.0)	38
AR	6.2	5.0	7.6	(2.5)	.	.	.	.	.	.	5.1	32
AI	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	(4.0)	3
SG	7.1	6.1	7.4	2.9	.	.	(2.3)	(4.5)	.	.	3.4	128
GR	6.7	6.1	7.4	2.8	.	.	(1.0)	.	.	.	4.8	64
AG	7.0	5.9	7.4	3.1	4.9	.	(2.3)	.	(6.0)	.	4.9	244
TG	6.7	6.7	7.3	3.0	4.6	.	(3.0)	.	.	.	6.1	89
TI	6.0	6.0	(4.5)	3.0	.	.	(4.0)	.	.	5.6	4.1	247
VD	6.9	(5.3)	6.7	3.3	.	8.1	(4.5)	.	(6.0)	.	5.5	98
VS	6.7	6.6	6.8	2.4	.	(10)	.	4.4	.	.	(7.5)	90
NE	6.5	(5.0)	.	3.1	.	8.0	(2.5)	.	.	.	5.0	67
GE	.	6.1	(7.0)	3.1	.	8.0	3.4	.	.	.	(4.3)	39
JU	6.8	6.3	.	2.0	.	.	.	(4.3)	.	.	(3.0)	52
Total	6.8	6.1	7.1	3.1	5.0	8.0	2.9	4.2	6.9	5.6	4.7	2484

Les valeurs sont mises entre parenthèses quand moins de cinq partis ont répondu.

*AE= Associations d'électeurs

3. Différences droite-gauche aussi lors de problèmes communaux concrets

Dans l'évaluation de thèmes politiques concrets et d'objectifs dans la politique communale, on retrouve la structure idéologique des partis locaux sur l'échelle gauche-droite. Si en 1990 c'était l'environnement qui était le sujet de discussion qui prédominait dans les sections locales, maintenant ce sont les questions économiques et financières.

Aussi bien dans l'évaluation de thèmes politiques que dans celle des objectifs concrets de la politique communale, on peut clairement séparer les groupements politiques en deux. D'un côté les trois partis du conseil fédéral (l'UDC, le PRD et le PDC) se lient avec les libéraux pour défendre des causes de droite. Selon le sujet l'UDF ou la Lega se rapprochent de leurs idées, la dernière surtout lors de sujets politiques concrets. De l'autre côté ce sont les démocrates sociaux et les écologistes qui soutiennent les revendications de gauche. Le PEV et le PCS font partie de ce groupe pour la plupart des thèmes généraux. Pour ce qui est de la politique communale, la LEGA a souvent des idées de gauche. Les revendications de gauche trouvent aussi un certain soutien chez les associations d'électeurs locales. Dans l'évaluation de thèmes politiques concrets et dans celle des objectifs de politique communale, ils sont plutôt à gauche de la moyenne de tous les partis.

La plupart des thèmes politiques concrets sont remis en question dans les sections locales. Parmi les revendications de droite, c'est le renforcement de la sécurité intérieure et la baisse des impôts qui obtiennent le plus d'approbation. L'adhésion à l'Union européenne et l'extension de droits politiques pour les étrangers sont les deux revendications de gauche qui ont le moins de succès dans les sections locales de droites. Seuls le PS et les écologistes sont clairement en faveur d'une adhésion à l'union européenne. Les sections locales se montrent très sceptiques quant à une libéralisation des charges de l'état. Au sein du PRD et des libéraux seule la moitié des sections locales approuve cette revendication.

Dans la politique communale „encourager le développement économique de la commune“ et „encourager les transports publics locaux“ sont les deux objectifs qui sont le moins remis en question. Ces deux revendications sont soutenues par la majorité des partis. Pour les transports publics ce sont les sections locales le plus à droite, celles de l'UDC et des libéraux, qui sont parmi celles qui s'opposent le plus à cette revendication, pour ce qui est du soutien de l'économie ce sont les partis les plus à gauche qui s'y opposent.

Aussi bien pour les sujets politiques concrets que pour la politique communale les priorités des sections locales ont beaucoup changé ces treize dernières années. Si l'environnement était encore au centre des discussions avec des sujets tels que „décisions compatibles avec la protection de l'environnement“ ou „encourager les transports publics“ en 1990, maintenant ce sont les questions économiques et financières qui prédominent les discussions.

Evaluation de sujets politiques concrets selon les partis

	Tous les partis	PRD	PDC	UDC	PS	PEV	PLS	PES	PCS	UDF	Lega	Ass. élect.
Majorité des membres actifs en faveur (pourcentage des partis)												
Renforcement du contrôle pour préserver la sécurité intérieure	72	+14	+16	+22	-36	0	+3	-60	-15	+14	+17	-13
Réduire les charges fiscales	63	+23	+11	+24	-39	-37	+35	-57	+8	+1	+37	-12
Les décisions importantes doivent être compatibles avec la protection de l'environnement	57	-18	-4	-23	+28	+34	-12	+43	-2	0	-22	+13
Introduction de l'assurance maternité	52	-29	+6	-45	+45	+37	-20	+44	+24	-35	+30	+8
Durcissement de la loi sur les requérants d'asile	52	+17	+5	+44	-43	-31	-4	-51	-25	+30	+6	-12
Diminution des charges sociales	44	+25	-4	+31	-35	-37	+36	-38	-33	+11	-7	-12
Augmentation de l'impôt pour les salaires élevés	42	-33	-12	-21	+49	+30	-37	+40	+34	+10	+8	+5
Entrée de la Suisse à l'Union européenne	32	-12	-11	-30	+44	-13	+10	+28	+20	-32	-32	+7
Plus de droits politiques pour les étrangers	24	-20	-18	-23	+41	+13	-10	+68	0	-14	-18	+20
Privatisation étendue des tâches de l'Etat	24	+25	-10	+11	-21	-16	+34	-24	-14	-12	+13	-2

Evaluation des objectifs de la politique communale selon les partis

	Tous les partis	PRD	PDC	UDC	PS	PEV	PLS	PES	PCS	UDF	Lega	Ass. élect.
Majorité des membres actifs en faveur (pourcentage des partis)												
Encourager le développement économique de la commune	82	+13	+10	+7	-17	-15	+16	-47	+5	+4	+18	-10
Maintenir l'impôt communal le plus bas possible	64	+23	+11	+22	-40	-28	+26	-56	-7	+19	+26	-9
Encourager les transports publics locaux	70	-13	+5	-27	+24	+26	-34	+29	+4	+8	-2	+6
Réduire le trafic dans les quartiers d'habitation	58	-16	-3	-36	+30	+33	-7	+42	+12	-6	+5	+10
Protéger le patrimoine et les sites naturels par des réglementations	44	-15	-4	-21	+24	+20	-3	+51	+8	-6	+9	+6
Création de crèches	45	-12	-8	-37	+40	+8	-15	+48	-1	-32	+22	+10
Plus de soutien aux manifestations et aux infrastructures culturelles	42	-20	-4	-30	+38	0	-13	+54	+6	-42	+11	+17
Plus de soutien aux infrastructures et aux services sociaux	40	-29	-8	-34	+50	+27	-33	+55	+12	-35	+13	+13

4. Les sympathisants et les actifs: les partis manquent d'hommes

La base des sections locales est devenue plus petite. Les partis sont tout juste arrivés à conserver leurs sympathisants, par contre ils ont perdu des partisans actifs. Le fait qu'il y ait de moins en moins d'hommes qui s'engagent dans la politique explique cette perte. En contrepartie, les femmes ont gagné du terrain aussi bien chez les partisans actifs que chez les sympathisants.

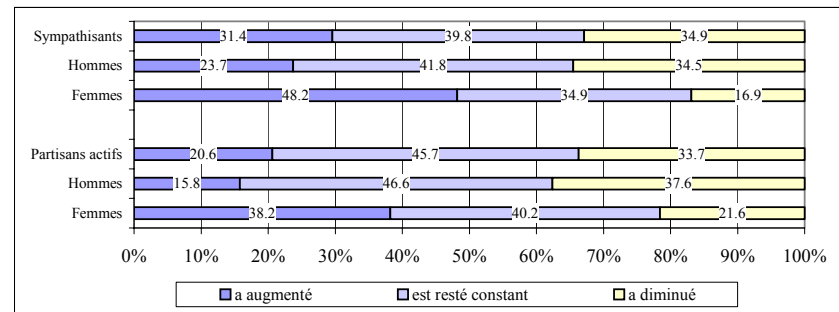
Les sections locales sont tout juste arrivées à conserver leurs sympathisants depuis 1990. Environ 30 pour-cent des sections ont connu soit une croissance soit une diminution de sympathisants, dans 40 pour-cent des sections rien n'a changé. C'est surtout dans les communes de moins de 1000 habitants que les partis ont perdu des sympathisants. L'intérêt des femmes pour les partis et la percée de l'UDC sont les deux raisons principales qui expliquent que le taux de sympathisants soit tout de même resté pratiquement au même niveau qu'en 1990.

Le nombre de sympathisantes a clairement augmenté dans les partis non seulement en chiffre réel mais aussi par rapport aux sympathisants masculins. Dans une section locale sur deux on note une augmentation des femmes et seulement dans une section sur six on constate une diminution des sympathisantes. Or, chez les sympathisants masculins, la tendance est clairement en baisse. Parmi les partis du conseil Fédéral seul l'UDC a connu une augmentation considérable. Dans pratiquement la moitié des sections locales de l'UDC on constate une augmentation de sympathisants, seules 20 pour-cent des sections locales ont enregistré une baisse. L'UDC est aussi le seul parti à connaître une augmentation aussi bien parmi les sympathisantes que les sympathisants. Pour tous les autres partis, le PS, le PRD et surtout le PDC, on constate une diminution des sympathisants. Par contre, on note une claire augmentation de sympathisants dans les petits partis tels que l'UDF, la Lega et le PEV tout comme dans les associations d'électeurs. Les libéraux sont les seuls à se plaindre d'une perte de sympathisants.

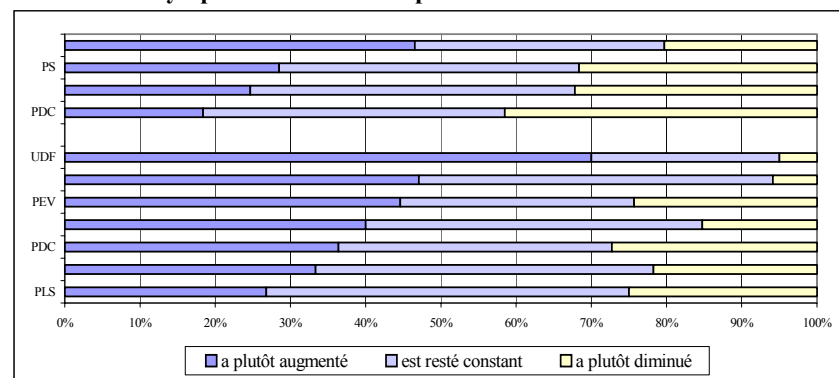
Parmi les membres actifs qui jouent un rôle primordial pour le fonctionnement quotidien des partis l'image est beaucoup plus triste. Un cinquième des sections locales connaissant une augmentation s'oppose à un tiers des sections locales connaissant une perte de partisans actifs. On remarque donc les mêmes tendances que pour les sympathisants. De la même façon, le manque de membres masculins est un grand problème. Dans presque 40 pour-cent des partis le nombre des partisans actifs masculins a diminué. Tout comme pour les sympathisants ce sont les partisans actifs des partis des petites communes qui enregistrent le plus de pertes, mais les partisans actifs sont aussi en régression dans les plus grandes communes.

Bien que le pourcentage des femmes ait vraiment augmenté, les hommes sont toujours en majorité. Parmi les sympathisants, le pourcentage des femmes est passé de 36,4 à 40,7 pour-cent et pour les partisans actifs de 31,6 à 36,6 pour-cent.

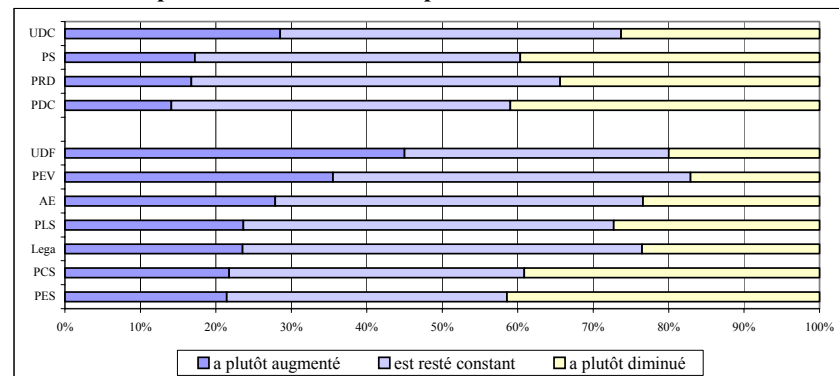
Mutation des sympathisants et des partisans actifs



Mutation des sympathisants selon les partis



Mutation des partisans actifs selon les partis



5. Sympathisants et partisans actifs : un problème de recrutement

Les sections locales souffrent d'un vieillissement constant. Seuls 27,6 pour-cent des sympathisants ont moins de 40 ans. En 1990 le chiffre s'élevait encore clairement à plus de 30 pour-cent. Parmi les partisans actifs, plus de la moitié a plus de 45 ans, et seul un actif sur dix a moins de 30 ans.

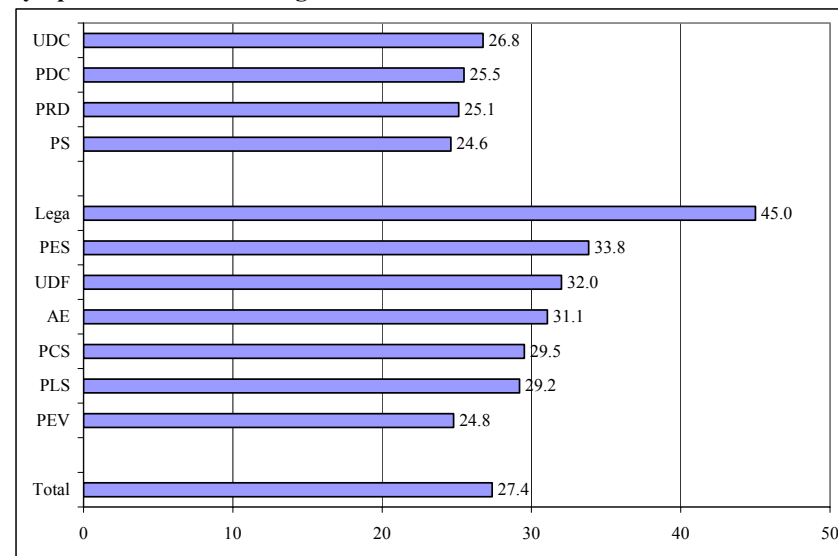
Les quatre partis du conseil fédéral sont les plus mal lotis. La moyenne des membres ayant moins de 40 ans s'élève à 25,4 pour-cent. Avec un chiffre de moins de 25 pour-cent, le PS est le parti qui a le moins de jeunes. Mais les sections locales du PRD et du PDC connaissent aussi ce problème dans les communes de plus de 5000 habitants et dans les villes. Là, le pourcentage des sympathisants ayant moins de 40 ans descend à un taux de 22 à 23 pour-cent.

Les petits partis et les associations d'électeurs bénéficient d'un plus grand intérêt d'une grande partie de la population jeune qui s'engage dans la politique. Dans ce groupe, le pourcentage des sympathisants ayant moins de 40 ans s'élève à environ 30 pour-cent. La Lega semble avoir un grand nombre de sympathisants parmi les étudiants. En revanche, pour le PEV, les jeunes se font aussi rares que chez les démocrates sociaux. Chez les écologistes, le pourcentage de jeunes sympathisants est encore relativement élevé mais il a fortement baissé, de deux tiers à un tiers, les treize dernières années. La Suisse romande et le Tessin sont moins touchés par le problème du vieillissement, puisque le pourcentage des jeunes sympathisants s'élève encore à 31 pour-cent.

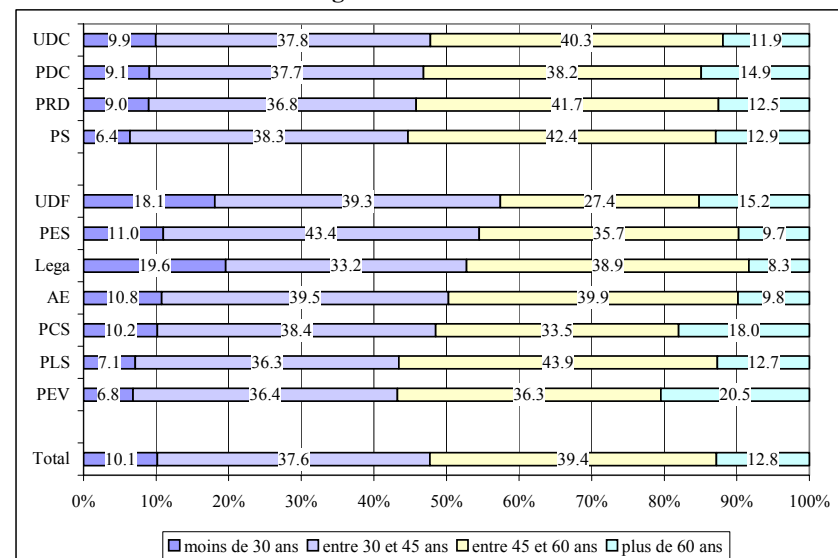
Les partisans actifs connaissent le même problème. Depuis 1990, le pourcentage des partisans actifs ayant moins de 45 ans est passé de 53,8 à 47,7 pour-cent. Si 13 pour-cent des partisans actifs avaient moins de 30 ans en 1990, maintenant ce ne sont plus que 10 pour-cent. La régression des jeunes est vraiment un problème qui touche tous les partis, mais pas avec la même force. Le PDC est très touché par ce problème puisque le pourcentage de ses partisans actifs ayant moins de 30 ans est passé de 14,5 à 9 pour-cent. Le pourcentage des partisans actifs du PS ayant entre 30 et 45 ans est passé de 46 à 38 pour-cent. Les écologistes sont particulièrement touchés par ce problème puisqu'en 1990 encore 80 pour-cent de des partisans actifs avaient moins de 45 ans alors qu'aujourd'hui, on n'en compte que la moitié. Les moins de 30 ans sont encore moins représentés puisque leur taux est passé de 29 à 11 pour-cent. Le pourcentage des moins de 45 ans est passé de 50 à environ 45 pour-cent.

Ce sont les sections locales des partis des communes de taille moyenne qui semblent avoir le plus de difficultés à motiver les jeunes à participer activement à la vie politique. Dans les communes de 2000 à 5000 habitants, le pourcentage moyen des jeunes de moins de 30 ans qui s'engagent activement pour le parti s'élève à 7,5 pour-cent. Dans les communes de moins de 1000 habitants les résultats sont un peu meilleurs, puisqu'ici 11,3 pour-cent des jeunes se laissent motiver pour une participation active. Dans les villes un actif sur six a moins de 30 ans : ici les sections locales semblent avoir plus de facilités à recruter des jeunes.

Sympathisants: Pourcentage des moins de 40 ans



Partisans actifs: structure d'âge



6. Structure professionnelle: les employés sont actifs dans tous les partis

On perçoit encore des différences traditionnelles dans la structure professionnelle des différents partis mais durant les treize dernières années ces différences se sont amoindries. Les quatre partis du conseil fédéral se ressemblent de plus en plus, du moins en ce qui concerne la profession de leurs membres actifs.

En général, on remarque que les employés – cadres ou simples employés – jouent un rôle très important dans tous les partis. Les femmes au foyer représentent aussi un groupe très important, tout comme les commerçants et les artisans et les retraités. Durant ces treize dernières années, les indépendants, les cadres et les retraités ont gagné du terrain alors que les agriculteurs, les ouvriers, les fonctionnaires et les femmes au foyer ont perdu de l'importance.

Pour le PRD on constate que les indépendants, les artisans, les commerçants et les cadres sont sur-représentés, par contre les agriculteurs, les employés et les enseignants sont sous-représentés. Durant les treize dernières années, on remarque que les libéraux, les cadres et les retraités ont gagné du terrain. Ainsi le PRD se positionne de plus en plus clairement dans le domaine plus élevé du « nouveau centre ».

Pour le PDC il n'y a ni sur-représentation ni sous-représentation. Il se présente comme le parti le plus proche de la moyenne de tous les partisans actifs. Cependant, il a connu aussi quelques changements ces treize dernières années. Les cadres et les retraités ont gagné du terrain tandis que les agriculteurs, les femmes au foyer, les ouvriers et les fonctionnaires en ont perdu. Le PDC suit donc le courant normal.

Pour l'UDC, les agriculteurs, les artisans et les commerçants sont sur-représentés tandis que les indépendants, les cadres et les employés ainsi que les enseignants sont sous-représentés. Toutefois, l'UDC n'est plus le parti des agriculteurs et des artisans et commerçants. Ce sont les cadres et les retraités qui ont gagné de l'importance tandis que les agriculteurs en ont perdu.

Le PS semble connaître une répartition normale en ce qui concerne la représentation des professions. Les employés, les ouvriers, les fonctionnaires et les enseignants sont quand même encore sur-représentés alors que les agriculteurs, les artisans et les commerçants et les cadres sont sous-représentés. Durant ces treize dernières années, ce sont les indépendants, les cadres et les enseignants qui ont gagné du terrain alors que les femmes au foyer, les ouvriers et les fonctionnaires en ont perdu.

Le profil professionnel des écologistes ne manque pas d'intérêt non plus. Les indépendants, les employés et les professeurs sont fortement sur-représentés alors que les agriculteurs, les artisans et les commerçants, les cadres et les fonctionnaires sont sous-représentés. Ce sont les indépendants, les cadres et les simples employés tout comme les retraités qui ont gagné du terrain alors que les femmes au foyer, les étudiants et les enseignants en ont perdu. Ainsi, c'est le PES qui se rapproche le plus d'un parti de « la nouvelle bourgeoisie » en ce qui concerne les professions.

Les professions des partisans actifs dans les partis du conseil fédéral (pourcentage moyen)

	Tous les partis	PRD	PDC	UDC	PS
Indépendants	5.9	7.8	5.2	3.5	5.1
Agriculteurs	6.9	5.0	8.0	25.9	0.9
Artisans, commerçants	9.4	14.3	9.5	16.5	2.9
Industriels	1.3	2.9	1.0	1.1	0.4
Personnes au foyer	11.5	11.4	12.9	9.7	11.1
Cadres	13.3	18.9	13.2	10.8	11.3
Employés	17.8	14.5	16.3	12.0	22.1
Ouvriers	4.0	1.8	5.0	3.6	6.5
Fonctionnaires	6.0	4.6	6.0	4.2	8.8
Etudiants	2.5	1.2	1.3	1.0	2.5
Enseignants	6.5	2.9	4.1	1.8	12.2
Retraités	9.0	8.3	10.0	7.6	10.0
Autres	2.1	1.8	1.3	2.0	2.5

Les professions des partisans actifs dans les petits partis (pourcentage moyen)

	PEV	PLS	PES	Ass. Elect.	PCS	UDF
Indépendants	5.6	17.5	10.7	6.2	5.3	1.1
Agriculteurs	1.8	8.6	2.2	3.3	4.0	5.4
Artisans, commerçants	3.7	11.8	4.8	7.7	3.0	13.6
Industriels	1.0	5.1	0.6	1.4	--	0.6
Personnes au foyer	16.7	8.1	11.7	13.5	14.1	13.4
Cadres	14.4	12.3	10.7	13.7	10.6	7.6
Employés	19.0	14.2	22.9	21.7	28.4	24.8
Ouvriers	2.3	1.8	2.1	3.1	7.7	5.7
Fonctionnaires	4.3	4.6	3.8	5.2	7.0	4.9
Etudiants	2.1	1.4	4.1	3.1	1.9	1.7
Enseignants	10.1	4.2	12.8	9.3	7.5	5.2
Retraités	17.1	7.2	7.7	6.5	10.5	12.1
Autres	2.1	3.3	4.0	1.5	--	3.8

7. La participation aux élections est la charge la plus importante du budget

C'est pour la participation aux élections que les sections locales dépensent le plus d'argent. En général, les sections locales du PRD disposent de plus d'argent que leurs concurrentes.

Les campagnes électorales représentent les dépenses les plus importantes pour presque toutes les sections locales des partis. Il existe pourtant certaines différences. Les sections locales des petits partis dépensent une plus grande partie de leur budget pour les campagnes électorales que les quatre partis gouvernementaux. Ceci ne signifie pas pour autant que les petits partis dépensent plus d'argent puisqu'en général ils disposent d'un budget beaucoup plus petit.

Cela peut surprendre mais ce sont les sections locales de l'UDC qui dépensent le moins d'argent pour les campagnes électorales, par contre par rapport aux autres partis ce sont celles qui doivent redonner le plus d'argent à des niveaux plus élevés du parti : 40 pour-cent. Ces transactions financières internes représentent aussi une grande part des dépenses pour les trois autres partis du gouvernement (PS: 33%; PRD: 24%; PDC: 21%). De plus petites parts du budget sont réservées aux votations (en moyenne 8%), à l'administration (en moyenne 9%), ou au recrutement de nouveaux membres (en moyenne seulement 3%).

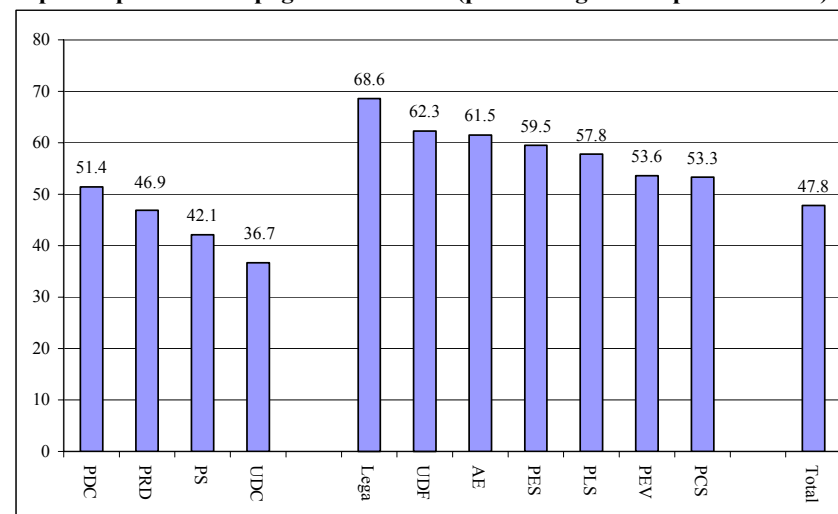
Si l'on compare ces résultats à ceux obtenus lors de l'enquête menée en 1989, on constate que les dépenses pour les campagnes électorales sont pratiquement les mêmes. A cette époque déjà, elles représentaient une grande part du budget. Il semble que les sections locales ne soient pas encore touchées par les frais croissants occasionnés par la publicité et les relations publiques.

Ce sont les sections locales du PRD qui disposent de plus d'argent pour une année électorale. Les tableaux de la page de droite n'indiquent que les dépenses moyennes des budgets dans trois catégories de communes, mais les autres communes ont plus ou moins les mêmes conditions. Dans les petites communes le PDC et l'UDC atteignent pratiquement le budget du PRD, dans les communes de plus de 5000 habitants, l'image change. Le PS gagne du terrain et dans les très grandes communes, il va même jusqu'à disposer d'un budget plus important que le PRD.

En comparaison avec les quatre partis du conseil fédéral les sections locales des petits partis ont de la peine à suivre. Seuls les libéraux disposent de budgets électoraux aussi élevés. Les sections locales ne dépensent d'ailleurs pas la même somme d'argent chaque année : dans une année non électorale les budgets sont pour tous trois fois plus bas que lors d'une année électorale.

En comparaison à 1989 les sections locales du PS sont les seules des quatre partis gouvernementaux à avoir pu augmenter leur budget durant une année électorale, en moyenne de 20 pour-cent. Les budgets des sections locales du PRD n'ont pratiquement pas bougé (moins 0,9 pour-cent) et ceux de l'UDC (moins 1,3 pour-cent). Les budgets moyens des sections du PDC, avec presque 8 pour-cent, sont clairement les plus bas.

Dépenses pour les campagnes électorales (pourcentage des dépenses totales)



Budget d'une année électorale sur la base de trois catégories de communes choisies (en francs)

	500 à 999 habitants	2000 à 4999 habitants	10'000 à 19'999 habitants
PRD	2065	7122	30'561
PDC	1589	5182	17'865
UDC	1823	5811	18'207
PS	1342	4496	22'766
PEV	--	2579	9618
PCS	(1000)*	2717	--
PLS	(2833)*	6691	19'000
PES	--	2988	7921
AE	1346	4434	8619
Total	1725	5389	17'630

* Les chiffres mis entre parenthèses se basent sur moins de cinq réponses.

8. L'auto-financement est toujours plus élevé

Les cotisations obligatoires et les dons sont les ressources les plus importantes des sections locales. Les membres des partis de gauche doivent beaucoup plus souvent payer de leur poche que ceux des concurrents de droite.

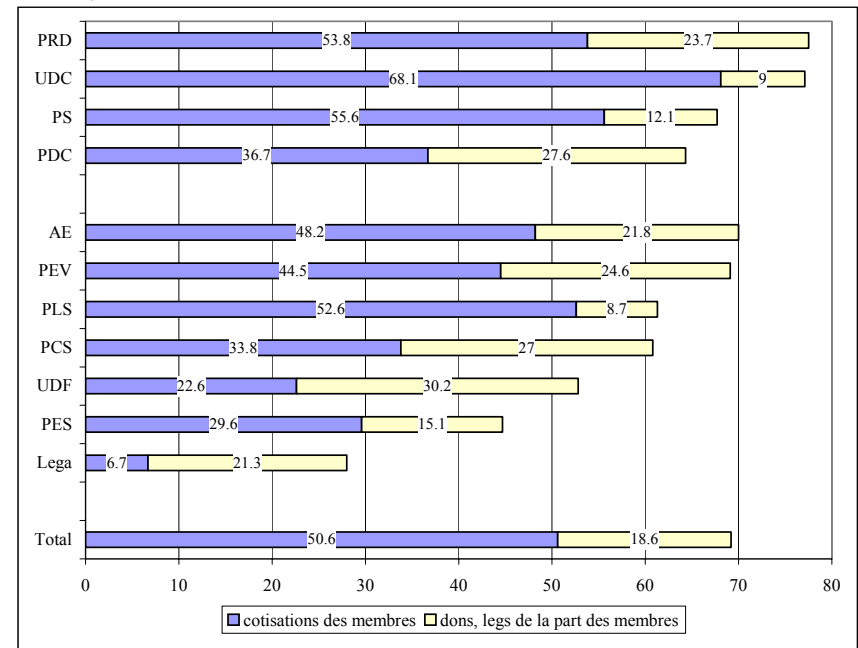
Cela fait longtemps que l'on dit que les partis de gauche se financent grâce aux cotisations de leurs membres alors que les partis de droite bénéficient de beaucoup plus de soutien de la part des entreprises et des associations. Au moins au niveau des sections locales on ne peut pas le prouver. Parmi les quatre partis gouvernementaux on remarque même qu'avec 80 pour-cent les sections locales du PRD et de l'UDC sont celles qui s'autofinancent le plus. Il s'agit ici de la somme de cotisations obligatoires et de dons. Il n'existe pratiquement aucun parti dont les ressources ne proviennent pas à la moitié de cotisations ou de dons. Le PES et la Lega sont les seuls à faire exception à cette règle.

En comparaison «les dons de non-membres» et «les dons de la part des commerçants et entreprises», ne jouent pratiquement aucun rôle au niveau local. Les deux catégories avec 4 respectivement 3 pour-cent restent sans grande importance pour tous les partis. Avec une moyenne de presque 10 pour-cent «les contributions des élus» sont une ressource financière non négligeable pour les sections locales. Là, les élus des sections locales de gauche doivent dépenser plus d'argent que les élus des sections de droite.

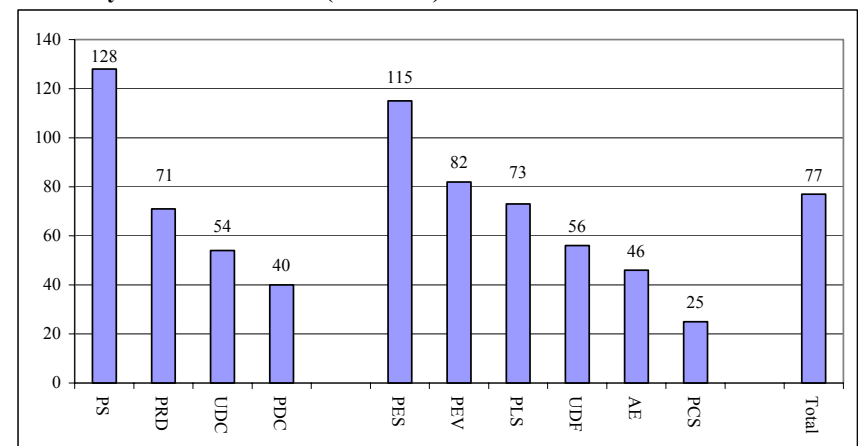
Par rapport à l'enquête de 1989, on peut dire qu'il n'y a pas de grand changement dans l'importance des ressources financières. L'exemple des écologistes est peut-être le plus intéressant dans ce domaine : contrairement au courant, les cotisations des membres ont perdu de l'importance (en passant de 33% à 30%) tout comme les dons ou legs de membres (de 26% à 15%). Les ressources financières qui ont vraiment augmenté sont «les contributions des élus» (de 15% à 26%). Ainsi, les élus écologistes sont ceux qui apportent la contribution la plus élevée au parti.

En ce qui concerne la cotisation des membres, on pourrait formuler la thèse suivante : plus on est à gauche, plus la cotisation est élevée. Les membres du PS et du PES ont des cotisations beaucoup plus élevées que leurs collègues des trois autres partis gouvernementaux ou des petits partis de droite. Ceux qui s'en tirent le mieux sont les membres du PCS et du PDC. Dans les camps de droite les membres des partis du PEV, PLS et du PRD payent presque deux fois plus. Pour le PS et le PES, on doit faire une différence entre les sections qui fixent le même montant pour la cotisation (environ un tiers) et les sections dans lesquelles le montant est fixé par rapport au salaire (environ deux tiers). Si l'on ne considère par exemple que des sections du PS ayant le même montant, on arrive à 87 francs et pour les sections du PS où les cotisations sont fixées par rapport au salaire, on obtient une moyenne de 65 francs.

Cotisations obligatoires et dons de membres (pourcentage du total des ressources)



Taux moyens des cotisations (en francs)



9. Normalisation de formes non-conventionnelles de la participation politique

Pour les plus petits partis, on constate que les membres actifs sont plus facilement prêts à s'engager pour leur propre organisation que pour les quatre partis du conseil fédéral. La motivation à s'engager pour des activités non conventionnelles a augmenté ces treize dernières années.

Si on juge des capacités et de la confiance en soi des membres d'un parti par rapport à leur motivation à prendre la parole lors d'une assemblée communale, la motivation à recruter de nouveaux membres est sûrement un indicateur pour leur engagement pour l'organisation. En comparaison, distribuer des tracts, récolter des signatures, venir aider aux stands, participer aux actes de protestations sont des formes de participation politique plus ou moins radicales.

Parmi les quatre partis du conseil fédéral, l'UDC est le parti avec le pourcentage le plus bas de sections locales qui indiquent que plus de la moitié de leurs membres seraient prêts à prendre la parole aux assemblées communales. Les libéraux, les écologistes, les associations d'électeurs et l'UDF ont au contraire un pourcentage beaucoup plus élevé que les quatre partis du gouvernement. Par contre, pour l'UDC le nombre de sections locales dans lesquelles au moins la moitié des membres seraient prêts à recruter de nouveaux membres est beaucoup plus important que dans les trois autres partis du conseil fédéral. Ici encore, la motivation correspondante est pour une grande part des petits partis un peu plus élevée.

En ce qui concerne les autres formes de participation, nous pouvons distinguer trois groupes de partis. Le niveau de participation est bas pour les partis de droite, pour le PRD, l'UDC, le PDC et le PCS, moyen pour le PS, le PEV et le PLS et élevé pour l'UDF, la Lega et les associations d'électeurs.

Si l'on prend en considération les sections locales qui ont participé aux deux enquêtes, on remarque que l'activité « prendre la parole aux associations communales » a diminué davantage pour le PRD et le PS que pour l'UDC et le PDC.

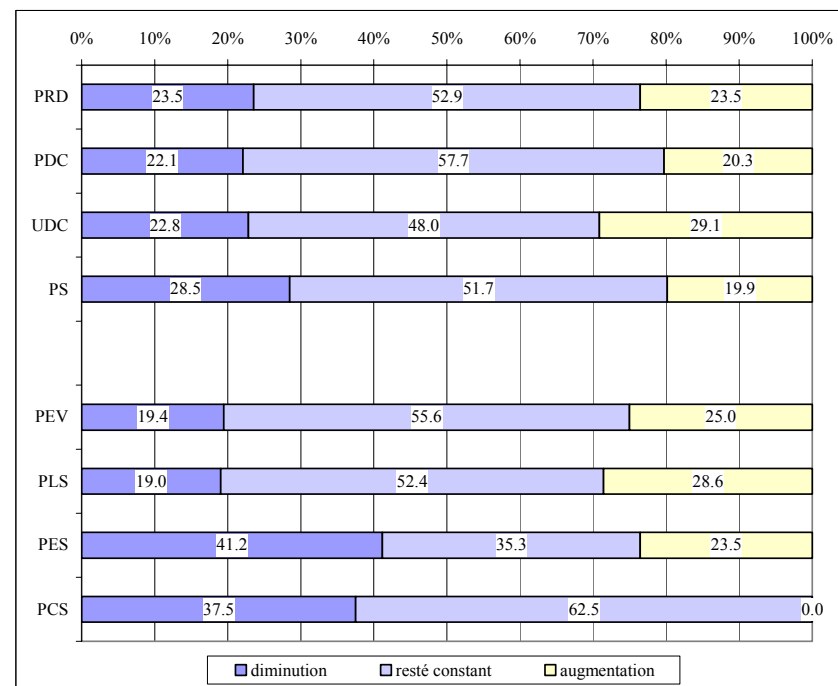
Le PS et les écologistes ont un bilan négatif en ce qui concerne le recrutement de membres. La part des sections locales qui indiquent une diminution est plus importante que la part des sections locales avec une augmentation. Pour l'UDC, c'est exactement le contraire et pour le PRD les deux camps sont équilibrés. Récolter des signatures pour les initiatives et les référendums semble être devenu moins populaire pour la majorité des partis. Les sections locales du PDC et des libéraux sont les seules à relever une augmentation.

La part de membres prêts à participer à des actions de protestations est plutôt en hausse. Ceci doit être mis en rapport avec une certaine normalisation de formes non-conventionnelles de participation politique et beaucoup moins avec une plus grande motivation générale à s'engager pour le propre parti.

Plus de la moitié des membres actifs sont en principe prêts à soutenir les activités de leurs sections locales (pourcentage des sections locales qui approuvent ce soutien)

	PRD	PDC	UDC	PS	PES	PEV	PLS	PCS	UDF	Lega	AE	Total
Prendre parole aux assemblées communales	35.6	31.4	29.9	37.2	52.9	32.9	69.1	13.6	47.6	57.9	54.9	37.1
Recruter de nouveaux membres	20.9	17.3	26.1	22.4	34.8	29.1	35.7	4.5	52.6	50.0	42.4	24.6
Distribuer des tracts	20.0	26.0	30.6	40.7	70.8	46.3	43.9	8.7	68.2	52.6	53.1	33.8
Récolter des signatures	22.2	23.9	27.7	39.4	76.1	48.7	49.1	19.0	81.0	61.1	53.8	33.7
Venir aider aux stands	24.5	20.7	20.6	35.8	71.2	50.6	50.9	9.1	82.6	58.8	46.9	31.1
Participer aux actes de protestations	4.4	6.6	6.0	18.4	54.2	6.3	18.2	0.0	23.8	61.1	27.5	12.6

Disposition des membres à participer au recrutement de nouveaux membres



Changement pour les sections locales qui ont participé aux deux enquêtes

10. Les élections communales sont celles qui donnent le plus de travail

En ce qui concerne l'engagement personnel les élections communales font aussi partie des charges les plus importantes des sections locales. Les membres actifs ne sont que faiblement concernés par les problèmes qui dépassent la localité.

Dans le chapitre précédent il s'agissait de la motivation à participer à la politique, ici il s'agit d'analyser de façon plus concrète d'une part la manière dont les membres actifs s'engagent dans les différentes charges des sections locales, et d'autre part d'essayer de définir les charges les plus importantes pour le parti.

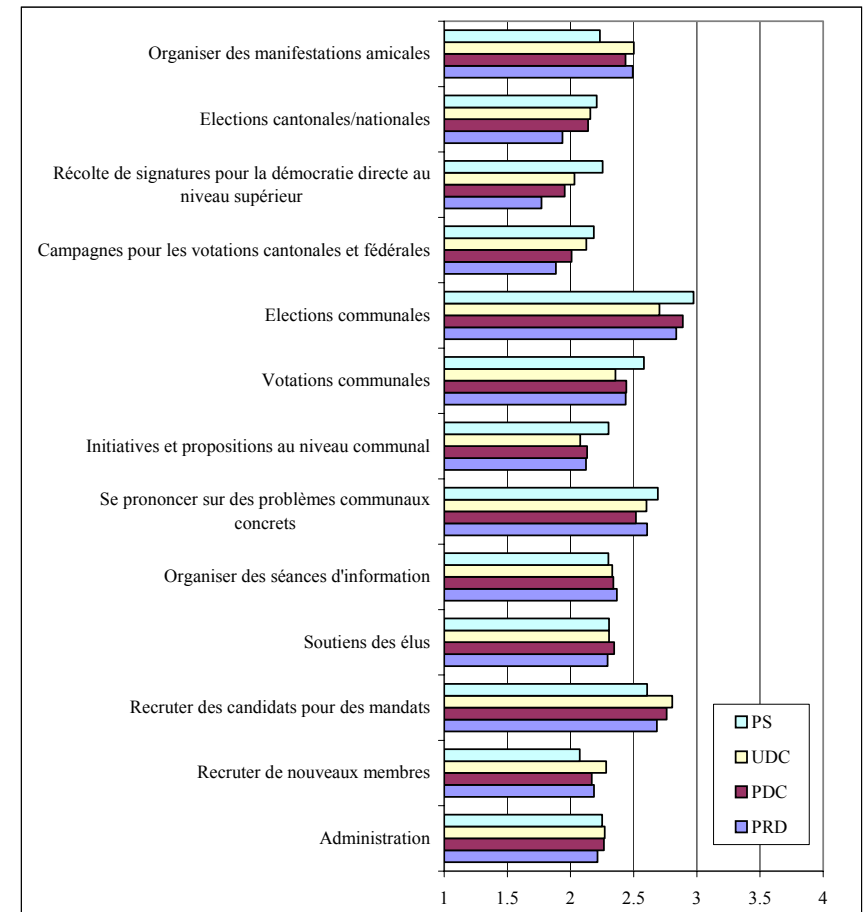
Ce sont les élections communales qui demandent le plus de temps de la part des membres, puis le recrutement des membres et les prises de position par rapport aux problèmes concrets de la commune. La part accordée aux charges qui touchent la politique à un niveau politique plus élevé est faible si on pense au soutien aux élections cantonales et nationales, à la collecte de signatures pour les référendums à un niveau plus élevé et à l'engagement lors de campagnes électorales au niveau cantonal et national.

Entre les partis les différences ne sont pas aussi importantes tout du moins en ce qui concerne les sections locales des partis gouvernementaux. En tout, on voit que l'engagement des membres du PS est plus élevé qu'au sein des autres partis, surtout quand il s'agit d'activités politiques au sens le plus étroit du terme. Pour les sections locales de l'UDC on remarque aussi que les membres doivent s'engager plus activement dans des charges touchant le parti à des niveaux plus élevés alors que dans d'autres domaines on ne note quasiment aucune différence entre les trois partis de droite.

La part que les membres accordent aux charges du parti n'a pratiquement pas changé ces treize dernières années. La thèse qui prétend qu'on accorde plus de temps à la politique nationale contredit le manque d'augmentation de l'engagement des membres lors de campagnes électorales pour des initiatives et référendums cantonaux et nationaux. Pour le PRD et le PDC comme pour le PEV, le PLS et le PES on constate même plus souvent une baisse de l'engagement qu'une hausse. Pour le PS les changements sont assez constants alors que l'UDC et le PDC sont les seuls partis à avoir un plus grand nombre de sections indiquant que leurs membres actifs sont beaucoup plus engagés.

Lors d'élections communales on ne peut pas vraiment parler d'un taux d'engagement plus élevé de la part des membres non plus. Ici, les changements sont relativement équilibrés (PES, PCS) ou l'engagement a fortement diminué. Seul le travail exigé par le recrutement de nouveaux membres a augmenté pour les partis du gouvernement (le PRD, le PDC et l'UDC) à l'exception du PS. Au contraire, pour les écologistes et le PCS l'engagement des membres a fortement baissé.

Engagement des membres dans les différentes activités du parti (partis gouvernementaux)



11. Les domaines sociaux et économiques sont en tête

Toutes les sections locales s'engagent fortement dans les domaines suivants « école » et « budget », notamment pour les questions économiques et sociales. En comparaison avec l'enquête menée en 1990 les questions écologiques ont perdu de l'importance.

Dans la première enquête faite en 1990, plus de 40 pour-cent des sections locales indiquaient avoir pris toutes seules l'initiative de s'engager dans les domaines suivants : « transport et construction de routes », « aménagement du territoire, de la localité » et « déchets, ordures ». Autant de sections indiquaient qu'elles étaient au moins actives dans ces domaines. Environ 13 ans plus tard, ces questions politiques locales ont été étouffées par les questions concernant « l'école/l'enseignement » et les questions touchant le domaine « du budget/des comptes/des impôts ». La question des « déchets/ordures » a perdu de l'importance. En tout, on remarque un léger changement dans l'orientation thématique des sections locales. Les questions économiques et sociales ont gagné de l'importance au détriment des questions écologiques. Ici, on remarque que le pourcentage de sections locales ayant pris l'initiative (contrairement au « oui » à un certain engagement) a légèrement baissé.

Jusqu'à quel point peut-on parler de préférences thématiques au sein des sections locales? Tous les partis s'engagent-ils de la même façon pour les mêmes sujets? Si l'on formule cette question de façon plus abstraite, on peut se demander si les partis se donnent la peine de donner un profil conforme à leur préférence idéologique ou s'ils se jettent plutôt tous sur les mêmes sujets fondamentaux de la politique locale. En ce qui concerne les sujets fondamentaux de la politique locale, il n'existe pas de grande différence entre les quatre partis représentés au conseil fédéral mais le profil attendu des différents partis se manifeste légèrement. Le PRD s'engage très fortement dans les questions financières, dans la construction et dans le développement communal alors que le PS est plus actif dans le domaine scolaire, les questions qui concernent la jeunesse et surtout dans toutes les questions sociales. L'UDC se démarque en ne s'engageant que très peu dans les questions sociales. En outre, elle se distingue des autres partis par son engagement pour l'agriculture. Le PDC a aussi un thème à cœur qui le distingue clairement des autres partis : l'église.

Les écologistes ne font pas partie des partis qui se préoccupent beaucoup des questions financières. Ils mettent l'accent sur les droits politiques et sur les questions d'énergie. Ils sont aussi plus actifs que la moyenne dans d'autres problèmes écologiques (l'aménagement du territoire, les transports et pour les déchets/les ordures) comme pour les questions qui touchent la jeunesse et la politique sociale. Le PEV a une orientation thématique assez surprenante. A l'exception de l'église, il s'engage pratiquement dans tous les domaines en dessous de la moyenne. Finalement, le PLS étonne aussi par son fort engagement dans les réformes communales (collaboration intercommunale, nouvelle gestion publique).

Engagement des partis par rapport à l'engagement moyen de toutes les sections locales

	Engagement, tous les partis	PRD	PDC	UDC	PS	PES	PEV	PLS
Ecole/enseignement	91.6	-0,8	1,0	-3,2	3,6	7,0	0,5	-0,9
Budgets/comptes/impôts	89.5	5,2	1,7	2,7	-1,1	-10,9	-11,7	10,5
Aménagement du territoire, de la localité	88.4	3,4	-4,7	-0,2	0,3	10,2	-4,8	9,7
Transport/constructions des routes	87.5	2,2	-3,8	2,2	-0,2	12,5	-6,7	2,9
Construction	82.4	6,4	-4,5	5,3	-5,3	7,6	-7,4	11,6
Jeunesse	81.6	-3,4	2,3	-11,3	7,4	17,0	2,0	-1,6
Développement futur de la commune	81.4	5,1	0,3	-1,1	-1,4	0,0	-9,2	10,6
Politique et assistance sociale	79.3	-5,0	1,5	-15,9	13,7	16,1	7,0	-4,8
Sport/culture/loisirs	77.7	1,2	0,2	-6,6	3,0	-0,8	-15,7	12,9
Déchets/ordures	77.0	-0,4	1,4	1,0	0,0	10,5	-20,0	11,7
Eau : approvisionnement, canalisation	73.0	4,8	3,8	6,3	-7,7	-2,4	-22,3	13,8
Politique énergétique	71.5	0,0	-8,2	1,3	2,6	27,1	0,4	5,0
Sujets qui touchent à l'organisation de la commune	70.2	3,3	-0,4	4,0	-4,5	-2,1	-13,2	15,2
Santé publique	69.8	-1,5	1,3	-8,8	7,9	1,8	-2,2	-9,0
Collaboration intercommunale	65.0	9,7	5,7	-4,8	-4,5	-12,9	-25,6	29,2
Agriculture	46.2	-4,5	8,6	35,8	-23,3	3,1	-19,4	0,8
Droits politiques	46.2	-7,6	-6,2	-0,7	7,0	30,6	-3,9	11,8
Réformes dans le domaine de la nouvelle gestion publique	44.8	9,6	0,7	-0,3	-11,6	7,4	3,1	31,2
Fusion de communes	36.5	6,7	8,1	-3,5	-4,5	-21,8	-18,2	16,4
Eglise	34.2	-8,6	33,6	-3,1	-17,8	-20,8	45,5	-15,0

12. C'est le Comité directeur qui décide le plus souvent

C'est le Comité directeur qui a le plus de poids dans la plupart des sections locales en ce qui concerne les rapports d'influence au sein du parti. Ceci est valable pour presque tous les partis.

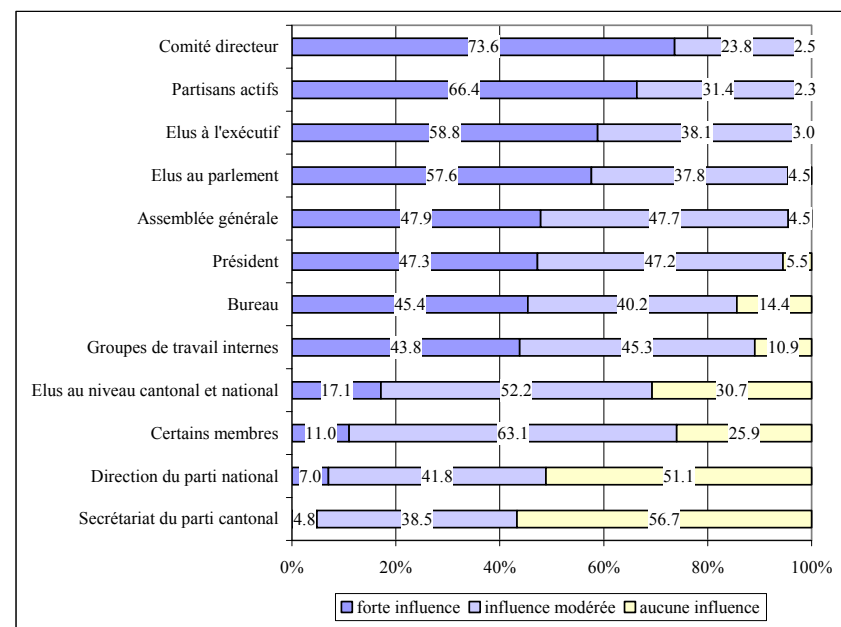
Qui prend les décisions dans le parti? Pour simplifier, on peut faire la différence entre trois modèles. Est-ce que ce sont les élites des partis avec le Comité directeur et le président ou la présidente, fidèles au modèle du parti moins démocratique d'élites ou de notables? Est-ce la base du parti avec ses membres ou éventuellement les membres actifs comme le prévoit le modèle démocratique de base des écologistes? Ou est-ce que ce sont les élus qui parviennent à convaincre leurs membres de leurs objectifs, tout spécialement de leur réélection? Ensuite, il faut faire une distinction entre les décisions qui concernent l'attitude du parti dans les questions politiques ou qui influencent le courant politique et celles qui concernent le choix et la nomination de candidats.

C'est le Comité directeur qui a le plus d'influence dans une section locale, et ceci aussi bien dans les sujets concrets que dans les décisions dans lesquelles il s'agit de nommer du personnel. Dans environ trois quarts des sections locales on lui atteste une grande influence. Pour les décisions de problèmes concrets, le Comité directeur est suivi par les membres actifs, les représentants élus à l'exécutif et au parlement et l'assemblée. Le président du parti et le bureau arrivent derrière. Pour les décisions qui concernent le personnel, la commission électorale interne arrive en deuxième place dans la hiérarchie d'influence derrière le Comité directeur. Les représentants de l'exécutif sont loin derrière.

En ce qui concerne les rapports d'influence au sein du parti tous se ressemblent beaucoup. Les partis du conseil fédéral ne se distinguent pratiquement pas les uns des autres dans la hiérarchie d'influence. Seul le président du PRD jouit d'un peu plus d'influence dans son parti que celui des trois autres partis. Les groupes de travail internes ont un peu moins d'influence à l'UDC. Ce qu'on peut néanmoins remarquer, c'est que pour les petits partis tels que les écologistes ou le PEV leurs représentants au parlement ont beaucoup plus d'influence. Pour les verts, on remarque en outre que les membres actifs sont beaucoup plus importants que les membres, ce qui signifie que les verts sont plutôt un parti en forme de mouvement qu'un mouvement démocratique de base.

Durant les treize dernières années le Comité directeur et le président ou la présidente ont gagné de l'importance alors que l'assemblée du parti a légèrement perdu de l'influence. Un autre résultat de notre enquête vient confirmer ce transfert d'influence. Environ un quart des sections locales indiquent que la direction du parti jouit de beaucoup plus de libertés exécutives alors que seul un cinquième affirme que la base participe plus. On remarque aussi que l'UDC et le PS accordent plus d'importance à la participation de la base que le PRD et le PDC.

Influence sur la politique du parti



Influence sur la politique du parti, selon les partis

	PRD	PDC	UDC	PS	PEV	PLS	PES	AE	UDF	Lega	PCS	Total
Comité directeur	2.7	2.7	2.7	2.7	2.8	2.6	2.7	2.6	3.0	2.4	2.7	2.7
Partisans actifs	2.6	2.6	2.6	2.7	2.7	2.7	2.8	2.7	2.5	2.5	2.6	2.6
Elus à l'exécutif	2.6	2.6	2.5	2.6	2.6	2.7	2.5	2.5	2.6	2.5	2.6	2.6
Elus au parlement	2.5	2.5	2.5	2.5	2.7	2.7	2.8	2.5	2.7	2.4	2.7	2.5
Assemblée générale	2.4	2.4	2.5	2.5	2.3	2.2	2.4	2.5	2.3	2.4	2.6	2.4
Président	2.5	2.4	2.4	2.4	2.5	2.5	2.3	2.3	2.6	2.2	2.3	2.4
Groupes de travail internes	2.3	2.3	2.2	2.3	2.5	2.5	2.4	2.4	2.3	2.6	1.7	2.3
Bureau	2.3	2.3	2.4	2.3	2.2	2.5	2.2	2.2	2.3	2.4	2.5	2.3
Elus au niveau cantonal et national	1.8	1.8	1.9	1.9	1.8	1.9	1.8	1.9	1.8	1.6	2.1	1.9
Certains membres	1.7	1.8	1.9	1.9	1.8	1.8	1.9	2.1	1.9	1.4	1.9	1.8
Direction du parti national	1.5	1.5	1.6	1.7	1.6	1.3	1.5	1.3	1.8	2.0	1.4	1.6
Secrétariat du parti cantonal	1.4	1.4	1.5	1.5	1.5	1.6	1.5	1.4	2.0	1.8	1.4	1.5

1 = aucune influence; 3 = forte influence

13. De plus en plus de difficultés à trouver des candidats pour les différents postes

Il est difficile de trouver des personnes capables pour les différents postes du parti. Ce problème s'est encore aggravé ces dernières années.

Depuis quelque temps déjà, les sections locales souffrent de ne pas trouver assez de personnes qui soient prêtes à faire le travail de base pour le fonctionnement du parti. Presque la moitié des sections locales ont du mal à occuper leurs postes. Seule une petite part dit ne pas connaître de difficultés.

Pour les grands partis on note de grandes différences. C'est à l'UDC que le recrutement de personnel fonctionne le mieux, seul un tiers des sections locales se plaint de ne pas trouver de personnes. Les sections du PS et du PDC ont nettement plus de peine à trouver du personnel.

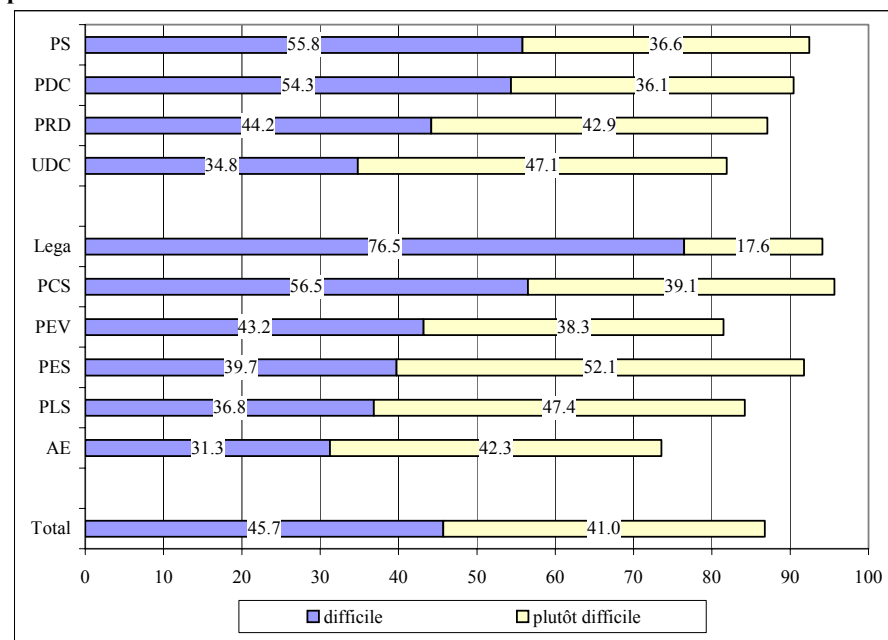
Il y a un rapport étroit entre la taille d'une commune et le problème à occuper les postes. Plus la commune est petite, plus le recrutement est difficile. Dans les villes de plus de 20 000 habitants seul un parti sur trois a de la peine à trouver des candidats appropriés, alors que dans les petites communes plus de la moitié s'en plaint et dans les toutes petites communes de moins de 500 habitants, ce sont presque deux tiers des sections locales qui sont confrontées à ce problème. Les sections locales du PS et du PDC semblent les plus touchées dans les petites communes : 75 pour-cent des sections du PDC et 70 pour-cent de celles du PS ont des problèmes fondamentaux à occuper leurs postes.

La situation est particulièrement dramatique pour les partis locaux des petites communes qui se positionnent politiquement au centre ou juste à gauche et qui, en plus, souffrent d'une perte de membres actifs masculins.

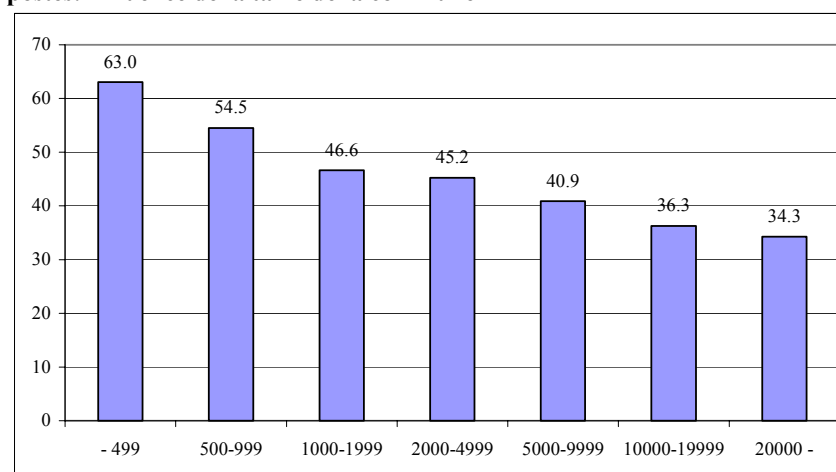
Ces dernières années sont devenues de plus en plus difficiles pour les partis en ce qui concerne le recrutement du personnel. 73,7 pour-cent des partis ont plus de mal qu'il y a dix ans à trouver des fonctionnaires. Les quatre partis du conseil ne se distinguent pas les uns des autres, c'est le PDC qui a le plus de sections locales à indiquer une augmentation des difficultés avec 81,7 pour-cent. L'aggravation du problème est encore plus claire pour le PCS où 87 pour-cent des sections locales s'orientent vers un avenir très sombre.

Les petits cantons de la Suisse centrale Uri, Nidwald et Schwytz tout comme ceux du Jura, de Glaris et du Tessin ont au moins la moitié de leurs sections locales qui ont de grands problèmes à occuper les postes à l'intérieur du parti. Face à cela, le recrutement se passe avec moins de problèmes dans les cantons de Zoug et de Vaud tout comme dans la totalité des cantons de l'est de la Suisse où la question du recrutement est un problème pour moins de 40 pour-cent des sections locales.

Pourcentage des partis ayant des difficultés à trouver des membres pour leurs postes



Pourcentage des partis ayant des difficultés à trouver des membres pour leurs postes: influence de la taille de la commune



14. Il est difficile de trouver des candidats capables pour les élections communales

Les sections locales disent avoir toujours plus de peine à participer aux élections de l'exécutif communal. Le manque de disposition de candidats et candidates appropriés en est la raison principale.

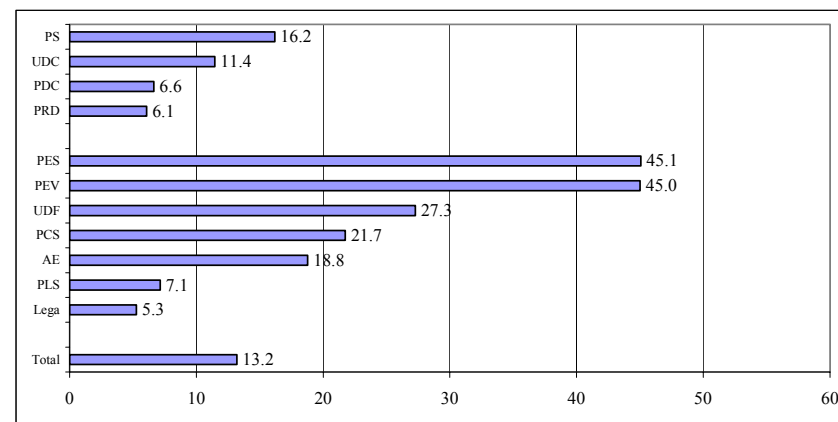
La participation aux élections communales est une des tâches principales des sections locales. 85,5 pour-cent des sections locales ont participé aux dernières élections de l'exécutif communal, pour les élections des partis du conseil fédéral on comptait même 90 pour-cent. Cependant, la participation aux élections a beaucoup baissé ces dernières années. Le taux des partis non-participants a presque doublé depuis 1990, voire de 9,7 pour-cent à 14,5 pour-cent. La participation des partis baisse en fonction de la taille de la commune. Si dans les communes de moins de 10'000 habitants 87 pour-cent des sections locales participent aux élections exécutives, il s'agit de seulement 78 pour-cent dans les villes. Ceci est à mettre en rapport avec les petits partis, qui, n'ayant presque aucune chance d'être élus dans beaucoup de cas, ne considèrent pas leur participation comme prioritaire.

Les partis qui ont bénéficié de la plus grande participation aux élections étaient les partis qui se considèrent le plus comme des partis du gouvernement. Parmi les grands partis, ce sont le PRD et le PDC et les partis forts dans certains cantons, comme le PLS et la Lega. La participation des sections locales de l'UDC est relativement basse. De tous les partis du conseil fédéral, c'est le PS qui relève la plus basse participation puisqu'une section locale sur six ne désire pas ou n'est pas capable de se présenter aux élections. Ceci est à mettre en rapport avec le fait que les démocrates sociaux ont beaucoup de mal à s'imposer dans les communes rurales bourgeoises de petite ou de moyenne taille. En tout, ce sont les écologistes et le PEV qui relèvent le plus grand taux d'abstention aux élections. Pratiquement une section locale sur deux n'a pas participé aux dernières élections de l'exécutif.

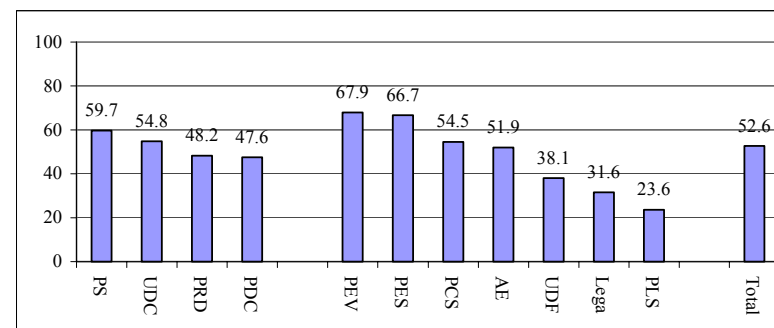
Trouver des candidates et des candidats appropriés, prêts à postuler pour un poste à forte responsabilité de l'exécutif est le plus grand problème des partis. Plus de la moitié des partis n'ont pas assez de candidats à disposition. Pour les élections pour les commissions la situation n'est pas plus rose : 43,2 pour-cent des partis sont dans une situation d'urgence en ce qui concerne les candidats. Cela ne surprendra pas que les partis avec une participation aux élections plutôt faible soient les partis qui ont le plus souvent le moins de candidats. Plus de deux tiers des sections locales du PEV et des verts souffrent d'un déficit de candidats. A l'inverse, la situation des petits partis établis dans les régions spécifiques (l'UDF dans le canton de Berne), (le PLS dans le canton de Vaud, de Neuchâtel et de Genève) et (la Lega au Tessin) est la meilleure.

Pour 70 pour-cent des sections locales la recherche de candidats est devenue plus difficile ces 10 dernières années. Ce qu'on remarque, c'est que le problème des candidats s'est plus fortement accentué dans les partis gouvernementaux que pour les autres partis. C'est le PDC qui est le plus touché par ce problème : trois sections locales sur quatre indiquent avoir plus de mal à trouver des candidats cependant la situation n'est guère plus rose pour les trois autres grands partis.

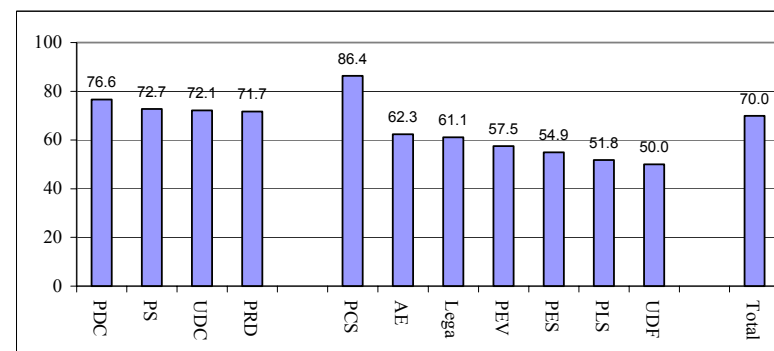
Pourcentage des partis qui n'ont pas participé aux dernières élections



Pourcentage des partis n'ayant pas assez de candidats pour les élections à l'exécutif



Pourcentage des partis pour lesquels trouver des candidats est devenu plus difficile



15. Porteurs de mandats: masculins, mûrs et ayant une bonne instruction

La majorité des membres de l'exécutif dans les communes suisses sont des hommes entre 45 et 60 ans et possèdent la maturité ou un diplôme d'une école technique. Ce sont les cadres qui forment le plus grand groupe professionnel.

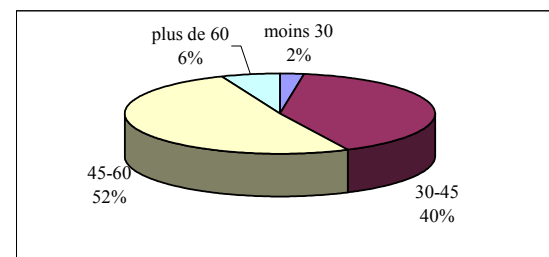
La plus grande majorité des membres de l'exécutif ont entre 30 et 60 ans. Ceux qui ont plus de 60 ans sont plutôt rares et les moins de 30 ans sont une exception au sein de l'exécutif communal. Le noyau principal se trouve parmi les 45 à 60 ans avec plus de 50 pour-cent. Ceci est valable pour tous les partis à l'exception du PDC dont les membres de l'exécutif sont en général plus jeunes.

Comme l'on pouvait s'y attendre les membres de l'exécutif disposent d'un niveau d'instruction élevé. 40 pour-cent ont la maturité ou un diplôme d'une école technique. Au sein de l'exécutif 23 pour-cent des élus des partis ont fait des études universitaires. Entre les partis il y a parfois des différences considérables. Les verts ont le plus fort pourcentage de membres instruits : plus de 90 pour-cent ont au moins fréquenté le gymnase ou une école technique, un membre de l'exécutif sur deux possède un diplôme universitaire. Le pourcentage des membres ayant fait des études universitaires est très élevé aussi chez les libéraux avec 37 pour-cent alors que l'UDC est très faiblement représentée avec 12,7 pour-cent.

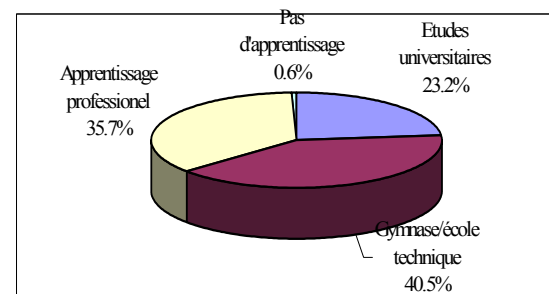
Les hommes sont sur-représentés dans l'exécutif communal. Seul un quart des membres de l'exécutif sont des femmes. Au sein des partis il y a aussi de grandes différences. Dans les partis de gauche les femmes ont plus de chance de faire une carrière politique, cependant là aussi elles sont encore clairement en minorité. Ainsi, parmi les membres de l'exécutif le pourcentage de femmes n'atteint que 39,1 pour-cent des écologistes et 30,4 pour-cent au PS. Pratiquement la moitié des membres de l'exécutif (43,8 pour-cent) de l'UDF sont des femmes, c'est donc le parti avec le plus fort pourcentage de femmes. Il n'en est pas de même pour les partis bourgeois du conseil fédéral. Le PDC avec 20,7 pour-cent et l'UDC avec 16,6 pour-cent sont les partis avec le plus faible pourcentage de femmes.

Le groupe professionnel le mieux représenté à l'exécutif communal est celui des cadres. Un membre de l'exécutif sur cinq (19.9%) est cadre avec un statut d'employé. Les commerçants et les simples employés sont aussi fortement représentés au conseil communal avec environ 12 pour-cent. Par rapport à leur présence au sein des membres actifs du parti (17.8%), les simples employés sont clairement sous-représentés alors que les cadres et les commerçants font carrière plus rapidement (pourcentage des actifs: 13.3% resp. 9.4%). Leur pourcentage au sein de l'exécutif a néanmoins clairement baissé : en 1990 on relevait encore que 23 pour-cent des membres de l'exécutif étaient des cadres et que 15 pour-cent étaient des commerçants. Les agriculteurs, les ouvriers, les fonctionnaires et les industriels sont aussi plus faiblement représentés qu'en 1990. Par contre le pourcentage des employés, des indépendants, des femmes au foyer, des retraités et de ceux qui exercent un mandat à temps complet a légèrement augmenté. Ainsi, on constate un léger transfert vers des groupes marginaux. En dépit de cela, les groupes professionnels qui ont une forte importance économique conservent leur position dominante dans la politique locale.

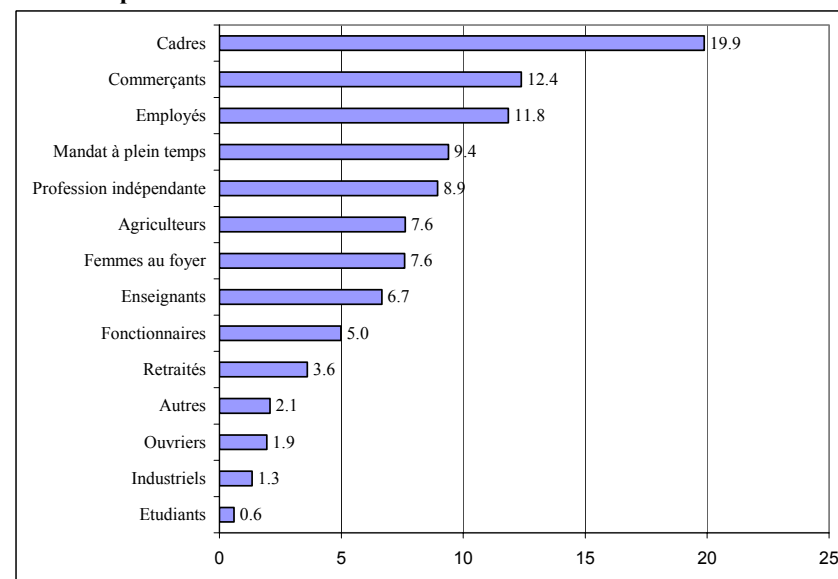
Age des membres à l'exécutif



Niveau d'instruction des membres à l'exécutif



Structure professionnelle des membres à l'exécutif



16. Enquête et méthode

Les résultats de cette brochure se basent sur une enquête menée entre septembre 2002 et février 2003 auprès des présidentes et présidents des sections locales des partis et groupements locaux suisses. C'est le Fonds national suisse qui a pris la responsabilité du financement. L'enquête a été projetée et menée à l'institut de sociologie de l'université de Zurich.

Le projet de recherche se base sur une première enquête sur les partis locaux suisses faite à l'institut de sociologie et financée par le Fonds national en 1989. Vu que les deux questionnaires étaient pratiquement identiques, il est possible d'avancer des éléments expliquant la mutation des partis locaux.

La participation aux deux enquêtes était satisfaisante (veuillez vous référer aux tableaux ci-joints pour les chiffres exacts des sections locales qui ont participé). Une des plus grandes difficultés rencontrées lors de l'enquête était de retrouver les adresses des présidentes et présidents des sections locales. Nous avons reçu plus d'adresses que de partis politiques locaux existant réellement puisque la plupart des partis n'avaient pas de registre de leurs sections locales mais une liste d'adresses des personnes à leur disposition. En outre, parmi ces personnes figurent non seulement les sections locales mais aussi des politiciens exerçant des mandats politiques à des échelons différents. C'est la raison pour laquelle il ne nous a pas toujours été possible d'obtenir une image exacte de l'expansion des partis locaux de la Suisse. Parmi les 6045 questionnaires envoyés et en ôtant ceux qui nous ont été retournés parce que l'adresse était fautive, nous sommes arrivés au nombre de 5000 sections locales existantes. Parmi ces 5000 sections, 2580 ont participé à l'enquête, ce qui correspond à un taux de 51,8 pour-cent. De cette façon, on constate que les sections locales ont plus ou moins participé de la même façon à notre enquête en 2002/2003 qu'en 1989.

Participation des sections locales à l'enquête de 2002, selon les cantons

	PRD	PDC	UDC	PS	PEV	PLS	PES	PCS	UDF	Lega	AE	autres	Total
ZH	81	37	82	65	27	1	20		2		30	19	364
BE	60	6	135	102	29		17		18		46	21	434
LU	44	57	14	14			3	1			6	6	145
UR	2	6	2	2									12
SZ	8	17	4	11								1	41
OW		3		4				4					11
NW		5					1					3	9
GL	6	4	9	6			2	1			2		30
ZG	2	4	4	4							3	3	20
FR	19	4	1	22		1	1	3			7	3	61
SO	45	44		43			4				2	4	142
BS		1		1	2	2	2					1	9
BL	16	14	14	19			2				11	1	77
SH	9	2	17	5	1		1		1		2	2	40
AR	9	1	7	4							11	1	33
AI											3		3
SG	38	39	13	27			3	2			6	5	133
GR	15	15	15	12			1				6	1	65
AG	56	35	60	46	18		3		1		25	4	248
TG	13	18	27	16	5		2				8		89
TI	71	84	2	49			1			19	21	3	250
VD	29	4	7	21		15	2		1		19	5	103
VS	21	36	4	18		1		8			2	2	92
NE	12	1		19		27	2				6	2	69
GE		10	1	7		11	7				3	6	45
JU	13	22		12				4			1	3	55
Total	569	469	418	529	82	58	74	23	23	19	220	96	2580